



ASSOCIATION DES AUDITEURS DE L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE RÉGION MIDI-PYRENEES

Le bulletin de l'association

N°285 février 2016

Cher(e)s camarades,

La fin de l'année 2015 a été marquée par une réalité dramatique : la guerre chez nous ! Cette dernière n'est plus désormais un concept abstrait, lointain, sorte de jeu de « *playstation* » dont seuls les autres subiraient les effets dévastateurs. Elle fait désormais partie de notre quotidien. Cette situation nouvelle a donné lieu à un engagement citoyen sans précédent. Les forces armées appuyées par les forces de sécurité intérieure ont rassuré les populations par leur présence sur le terrain et leur savoir-faire. Il faut s'en réjouir. Toutefois, sur un fond d'incertitudes stratégiques mondiales, qu'on aurait tort candidement d'ignorer ; sauf à re-programmer « Munich Façon 1938 » 2016 exigera une veille sans faille et des réponses à la mesure des barbaries qu'on voudrait nous faire subir.

Si je me suis quelquefois interrogé sur l'impact sociétal qu'une association comme la nôtre pouvait avoir. Aujourd'hui, chers camarades, je n'ai pas d'état d'âme à propos de notre rôle, aussi modeste soit-il. Je vois au moins trois raisons en cohérence les unes avec les autres de poursuivre notre action avec détermination. Le travail de réflexion géopolitique mené par les groupes de travail est essentiel. Il permet de mesurer en temps réel la température de la planète, sa dangerosité. Les sujets ne manquent pas : DAESH, son extension en Libye, le Sahel, l'affrontement religieux Chiites Sunnites, les tensions entre l'Ukraine et la Russie, le trouble jeu de la Turquie avec un Moyen-Orient qui se recompose par la réapparition sur l'avant-scène des grandes puissances historiques Iran, Russie ...le tout sur fond de crise économique mondiale latente et une Chine qui s'enrhume avec un taux de croissance au plus bas depuis vingt cinq ans.

Par cette réflexion, le lien armée-nation prend tout son sens. Les propositions faites à nos gouvernants qui en résultent doivent exprimer de manière forte le rôle que nous entendons voir jouer à la Défense. Il faut plus que jamais défendre la place de notre armée au sein de notre société. Un récent sondage indique que l'opinion publique fait confiance à 87 % à nos armées, contre 21 % à nos politiques...le paradoxe est qu'en matière de Défense ce sont ces derniers qui décident ! Certes l'équation posée n'est pas simple. Sur fond de rabetage budgétaire, il faut qu'une part de notre Défense relève du nucléaire -Conseil de sécurité de l'ONU oblige ! – qu'une autre soit capable de se projeter, de gagner des batailles, mais de rester suffisamment longtemps sur zone pour éradiquer la menace terroriste et désormais il lui faut participer en nombre conséquent à des opérations de sécurité intérieure. Face à ces nouvelles menaces, le nucléaire n'est plus l'assurance tous risques et la technologie à ses limites. Tant en nombre qu'en qualité, notre Défense doit redonner aux hommes la place qui doit être la leur. Il nous appartient de peser sur les politiques pour qu'il en soit ainsi puisque c'est à eux qu'incombent les décisions.

Enfin, la France est une nation multiraciale, multiculturelle et culturelle. S'il faut s'engager avec détermination dans le combat contre tout ce qui nous menace et être intransigeant, il faut par ailleurs préserver notre cohésion nationale. On voit bien que ce combat peut être l'occasion de récupérations xénophobes de tous bords, dangereuses pour notre devenir national. Alors chers camarades, soyons semblables à l'image d'Athéna dont l'IHEDN a fait son emblème : casqués et guerriers, protecteurs de la Cité, mais dans le même temps empreints de sagesse et de mesure.

Yves CABROL PRESIDENT AR 19 – Midi-Pyrénées

ASSEMBLEE PLENIERE du 28 novembre 2015

Notre dernière assemblée plénière a eu lieu le samedi 28 novembre à la préfecture. Après le mot d'accueil prononcé par Yves CABROL, la matinée s'est déroulée en deux temps :

- 9 h00 : informations générales, point d'avancement sur les travaux des groupes de travail.
- à 11h : Conférence du général d'armée (2S) Roland GILLES – « *Balkans : Etat des lieux* »

PARTICIPANTS A L'ASSEMBLEE PLENIERE

BEAUVOIS Marc	GANNAC Michel
BERNADET Michel	GENDRE Jean-pierre
BLATT Edmond	GEORGE Patrice
BOULANGER Jean-Claude	GLEIZE Pierre Alexandre
BOUSQUET Bernard	HUMBERT Michèle
BOUSQUET Michel	ICHER François
BOUTESSELLE Nicolas	ICLANZAN Serban
BRAULT-NOBLE Françoise	JOFFROY Sandra
BRIDAULT Florent	JOILVET Xavier
CABROL Yves	JUSTON Pierre
CALDERARA Yves	KHAZAL Marie-Claire
CASANOVA Daniel	KONÉ Alain
CASTEL Françoise	LAFFORGUE Bernard
CAYLA-GRANDEAU C	LAMARQUE Alice
CHENEL Stéphane	LAPLANE François
CONTAL Jean-Marie	LE BASTARD France
CREMADEILLS Nicole	LE GOFF Alain
CREPIN- LEBLOND Henri	LEVET Yvette
CUTTIER Martine	MARICHY Jean-Pierre
DALY Patrick	MASSOU Michel
DARNEY Thierry	NOËL Pierre Alexandre
De BAICHIS Olivier	OLLE Jacqueline
De CASSAGNAC Xavier	PECHAMAT Jacques
DELANNOY Rémi	PREVOT Jean
DELJARRY Jean- louis	REME Michel
DELTOUR Didier	SALMON Michel
De PELLEGARS Philippe	SARDA Jean
De VEYRINAS François	SOUILLARD Paul
DILHAC Jean- Marie	SURROCA Daniel
DURAND Michel	TARABBIA Pierre
ENJALBAL André	TRUILLET Philippe
FERRAND Jean-Jacques	UNINSKI Claude
FERRET Jean-Noël	VIDAL Michel
FLECHER Dominique	VILLARD Pierre-Alain
FOISSAC Denis	VISSIERES M
71 présents – 11 excusés	WELTE Anne- Catherine

THEMES D'ETUDES – AGENDA 2016 – DATES A RETENIR

Thème National : Sécurité et Puissance

Thème de l'AR 19 – Toulouse Midi-Pyrénées :

« *Europe et Méditerranée : enjeux, alternatives, perspectives* »

AGENDA 2016

- 23 mars CODIR
- 09 avril : séance plénière
- 08 juin : CODIR
- 18 juin : séance plénière de clôture
- du 29 août au 03 septembre : 97^{ème} "séminaire jeune" à Bordeaux - Clôture des candidatures le 11 juillet 2016.
- 08 octobre : **cinquantenaire de notre association régionale**

A propos de l'annuaire ... très signalé !!!

L'annuaire papier de l'Union est actuellement en cours de diffusion dans les boîtes à lettres. On y retrouve les mêmes erreurs que dans le précédent. Pourtant au niveau de notre association tout avait été corrigé dans l'annuaire électronique. ... On ne peut que constater une certaine impuissance devant l'organisation parisienne !

Il est demandé à chacun d'aller consulter sa fiche dans l'e-annuaire. Pour ceux qui auront des remarques à faire, ne pas hésiter à les transmettre au bureau.

Il faudra bien trouver une solution avec Paris.

BRÈVES :

Grand succès du colloque Aéro le 26 janvier dernier.

Bravo à **Jacques PECHAMAT** pour cette belle page de notre histoire toulousaine et de son aviation.

LE CARNET DE L'ASSOCIATION - Décès

Nous avons appris les décès de Maria VILLEFRANQUE GARDEUR (Bordeaux 1974) survenu le 03 décembre 2015
Nous adressons à sa famille nos plus sincères condoléances.

NOTRE PROCHAIN RENDEZ – VOUS

ASSEMBLEE GENERALE le samedi 06 février 2016 à 09 h 00

Salle Alain BIDOU – Préfecture de région - Place Saint-Etienne à Toulouse

à 11h 00 conférence « La sécurité aérienne, enjeux et perspectives » par Michel GUÉRARD Vice Président

PRODUCT SAFETY OPERATIONS DU GROUPE AIRBUS

Renouvellement du Comité Directeur

Il s'agissait de renouveler un tiers des membres du comité directeur ainsi que le poste de représentant des membres associés.

Au titre des membres AUDITEURS :

5 postes étaient à pourvoir au titre du collège des membres titulaires, par suite de fin de mandat de

- Florent **BRIDAULT** (La Rochelle 1990),
- Jean-François **HURSTEL** (Toulouse 2007),
- Robert **MAZEL** (Toulouse 1983),
- Claude **ROSIUS** (AA42),
- Anne-Marie **SAUTEREAU** (Toulouse 1999)

Au titre des membres ASSOCIÉS :

le poste de Jean Noël **FERRET** était à renouveler

Résultats : après le dépouillement du vote par le comité directeur qui a eu lieu le jeudi 27 janvier 2016, sous l'autorité de Robert **MAZEL** :

99 suffrages ont été exprimés, 4 nuls ou blancs.

Ont été élus pour 3 ans au titre des membres auditeurs:

- Marc **BEAUVOIS**,
- Bernard **BOUSQUET**
- Alain **KONÉ**,
- Bernard **LAFFORGUE**,
- Pierre-Alain **VILLARD**,

Est élu pour 1 an au titre de membre auditeur en remplacement d'Evelyne **BERTHOU** :

- Florent **BRIDAULT**

Est élu pour 3 ans au titre des membres associés :

- Jean Noël **FERRET**

• **Toutes nos félicitations aux élus!!!**

Renouvellement du bureau.

A l'issue de l'annonce des résultats le comité directeur a ensuite procédé à la mise en place de son nouveau bureau pour l'année 2016.

Président :

Yves **CABROL** (Toulouse 1992)

Vice président 1 :

Jean-Louis **LEMMET** (Toulouse 2007),

Vice président 2 :

Stéphane **CHENEL** (Toulouse 2007),

Secrétaire général :

Florent **BRIDAULT** (La Rochelle 1990),

Trésorier :

Dominique **FLECHER** (Toulouse 1999),

Membres du comité directeur :

Marc **BEAUVOIS** (Bordeaux 2004),

Michel **BERNADET** (Toulouse 2013),

Bernard **BOUSQUET** (Toulouse 2007),

Thierry **DARNEY** (Bordeaux 2009),

David De **GAINZA** (Toulouse 2007),

Alain **KONÉ** (Toulouse 2013),

Bernard **LAFFORGUE** (Toulouse 2007),

Thierry **NOEL** (FMS 2014),

Michel **ROQUEJEFFRE** (AA34),

Pierre-Alain **VILLARD** (Toulouse 1987).

Représentant des membres associés :

Jean Noël **FERRET**, chargé du centre de documentation et du site internet.

Conseiller du président en relation avec les autorités militaires : Stéphane **CHENEL**

Conseillers du président en relation avec le milieu économique : Bernard **BOUSQUET** - Bernard **LAFFORGUE**

Correspondant défense : Jean-Louis **LEMMET**

Commission Trinômes : Alain **KONÉ**

Conseiller Etudes et travaux : Marc **BEAUVOIS**

Voyages d'études : Edith **COULOMB**

Présidents Honoraires : Anne-Marie **SAUTEREAU**, Jacques **PECHAMAT**

Conseillers de la présidence :

Michel **SALMON**, Paul **SOUILLARD**

ANAJ : Alexandre **GLEIZE**

PERMANENCE DE L'AR 19

La permanence de l'association se tient tous les lundis de 14 h à 16 h à l'Hôtel DURANTI - 3^{ème} étage
au 6, rue du Lt-colonel PELISSIER - 31000 TOULOUSE - Tél/Fax : 05 61 22 78 13 mail : ihedn.ar19@orange.fr

Et n'oubliez pas de consulter régulièrement notre site internet : www.aa-ihednmidi-pyrenees.org

UNE GARDE NATIONALE POUR LA FRANCE

Groupe de travail spécifique de l'AR19

Dans son discours du 16 novembre 2015, le Président de la République a clairement évoqué la mise en place d'une GARDE NATIONALE. A la demande de l'UNION, les associations ont été invitées à apporter leurs pierres à l'édifice. A l'initiative d'Yves CABROL, un groupe très ouvert d'une trentaine de camarades a réalisé une synthèse qui comporte deux niveaux d'analyse. A court terme et pour faire face à la menace immédiate, il conviendrait de renforcer la réserve actuelle dans les différentes armées et la gendarmerie.

A plus long terme, avec comme préalable le renforcement de l'esprit de défense à tous les niveaux de la société, la constitution d'une réserve territoriale et citoyenne constituée de volontaires, équipée et entraînée pour faire face à des missions spécifiques, en complément ou non des forces armées, semble réalisable.

Vous trouverez ci-dessous le texte qui a été envoyé au président de l'Union-IHEDN.

Dans son discours du 16 novembre 2016 devant le congrès réuni à Versailles, le Président de la République proposant ses solutions à la terrible crise que connaît le pays a entre autres déclaré :

"Je souhaite également que l'on tire mieux parti des possibilités des réserves de la défense, encore insuffisamment exploitées dans notre pays alors que nous avons justement ce gisement. Les réservistes sont un élément fort du lien entre l'armée et la Nation. Ils constituent les éléments qui peuvent, demain, former une garde nationale encadrée et disponible. "

Le président déclare ici clairement qu'il veut développer les réserves de la défense et qu'à partir de là il pourra être constitué « demain », une garde nationale. Ainsi, même s'il est bon de s'interroger sur les autres options possibles pour répondre aux besoins du pays c'est bien de l'emploi de ces réserves qu'il faut traiter ici et toute autre proposition peut donc être considérée, à ce stade, comme étant hors sujet.

L'étude du besoin et de la réponse actuelle, prolongée par la prise en compte de propositions complémentaires réalisables dans le long terme, permettra de proposer une réponse à la question de savoir comment former une garde nationale.

Quel est le besoin ?

Le nouveau contexte qui apparaît au lendemain des attentats des 11 janvier et 13 novembre est celui d'un état de crises successives, auxquelles il importe de répondre en mobilisant un surcroît d'effectifs ponctuellement prélevé sur les forces armées sans obérer les capacités opérationnelles de nos armées.

Le besoin est multiforme, il s'agit à la fois de renforcer le sentiment patriotique et la cohésion sociale pour développer l'esprit de défense et le lien armée nation afin de renforcer nos armées et de pouvoir leur donner les ressources dont elles ont besoin pour remplir leurs missions face aux nouvelles menaces ; il s'agit surtout de pouvoir répondre dans la durée aux besoins du pays dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Jusqu'à présent les armées sont essentiellement intervenues sur le territoire national à l'occasion de catastrophes naturelles, de plans ORSEC ou Héphaïstos, ou bien dans le cadre du plan VIGIPIRATE pour la garde de sites stratégiques et le renforcement des forces de sécurité.

Le Livre Blanc de 2013 intègre la capacité pour les armées de pouvoir déployer 10000 hommes dans le cadre d'un contrat opérationnel renouvelé, sans notion de durée. Or, au regard des derniers événements ce contrat n'est pas tenable dans la durée, nos armées étant engagées dans différents théâtres d'opérations extérieures. C'est pourquoi le Président de la république a décidé de stopper les baisses d'effectifs et demandé d'utiliser massivement les réserves pour constituer un volume de forces significatif dédiées à l'emploi sur le territoire national.

De quoi parle-t-on ?

Il s'agirait donc, pour répondre directement à ce besoin, de constituer une force de réservistes pour faire face massivement et dans la durée à des crises liées à l'ordre public, ainsi qu'à des accidents climatiques ou technologiques sans dégarnir les rangs des forces armées n'y réduire la préparation opérationnelle des unités.

Le cadre d'emploi est connu, ce pourrait être celui de la défense opérationnelle du territoire (DOT) qui au regard du code de la défense concerne la participation des armées « au maintien de la liberté et de la continuité d'action du Gouvernement, ainsi qu'à la sauvegarde des organes essentiels à la défense de la nation ». Le cadre législatif existe aussi, c'est celui de l'utilisation des armées en forces de 3^{ème} catégorie.

Ceci constitue une réponse à court terme, que les forces armées (armées et gendarmerie) peuvent apporter, en étant capable de disposer d'un vivier de 50000 réservistes environ. En effet l'armée de terre en particulier met en œuvre

depuis le début de l'année le plan "Réserves 2019" qui devrait voir le nombre de réservistes (RO1, réserves opérationnelles de 1^{er} niveau, constitué de volontaires) porté à 24000 hommes, répartis dans un centaine d'unité de réserves, elles-mêmes rattachées à des régiments et encadrées par des états-majors tactiques spécifiques rattachés aux brigades interarmes de la Force opérationnelles terrestre. Ce dispositif pourrait être complété par tout ou partie de la réserve opérationnelle de 2^{ème} niveau (RO2, qui concerne les militaires d'active ayant quitté le service depuis moins de 5 ans, soit 42000 hommes aujourd'hui). Les autres armées intégrant directement leurs réservistes dans leur propre dispositif de protection.

Autour de la Posture de protection terrestre, l'armée de terre souhaite assumer le leadership de cette force, et elle s'en donne les moyens. En effet, l'ensemble de ces effectifs, étant intégré dans la force opérationnelle terrestre, pour leur entraînement, dans la chaîne "Théâtre national" pour leur mise sur pied et dans la chaîne OTIAD pour leur emploi.

Certes, tout cela ne constitue pas une garde nationale, mais répond parfaitement aux attentes concernant l'emploi des réserves, et apporte une réponse à court terme aux crises actuelles.

Quelle garde nationale ?

Une garde nationale ne pourrait être constituée que dans le long terme et sa montée en puissance ne pourrait s'effectuer sans un dispositif global de développement de l'esprit de défense dans tous les corps de l'état et à tous les niveaux de la société. Ainsi, les questions et les activités de défense doivent être abordées et traitées non seulement dans l'éducation nationale, mais aussi dans le monde de l'entreprise et au niveau des élus. A cet égard il est souhaitable de renforcer le parcours citoyen, et de compléter la JDC par des activités de préparation militaire et des convocations ponctuelles. Il serait par ailleurs très intéressant de renforcer le rôle des correspondants défense en créant des Pôles défense et citoyenneté au niveau des communes pour œuvrer en prolongement du parcours citoyen ; enfin au niveau des entreprises, les négociations en cours entre le MEDEF et la défense pour faciliter le détachement des réservistes doivent être poursuivies et élargies sans doute en intégrant l'aspect défense et sécurité dans le code du travail. Il s'agit alors ici de redéfinir le rôle de la réserve citoyenne pour en faire la cheville ouvrière de ces liens étroits à développer avec ces nouveaux acteurs de la défense.

Dès lors plusieurs options restent ouvertes :

- le renforcement de la **réserve opérationnelle actuelle**. Le développement de ce dispositif est en cours, toutefois il se heurte à un problème de disponibilité des réservistes dont les employeurs ne sont pas indemnisés. 50000 hommes environ pourraient être utilisés au sein de leurs armées d'origine.
- le retour à **la conscription**. Potentiellement 800 000 jeunes, l'objection majeure est liée aux coûts des infrastructures nécessaires, ainsi qu'à ceux des équipements et du fonctionnement d'un tel effectif.
- la constitution d'une **réserve spécifique**, semblable au corps des adjoints volontaires de la gendarmerie qui servent 5 ans avec possibilités d'évolution de carrière, avec la création de régiments de réservistes dont le commandement serait assuré par des officiers réservistes à l'intérieur des brigades d'active qui leur assureraient un appui logistique et technique.

Conclusion générale et propositions.

L'utilisation de réserves, selon le schéma actuel et le plan "Réserves 2019", se heurte tout de même à une forte limitation en terme d'effectifs et de disponibilité et si elle répond à la première partie de la question, elle ne répond pas à celle de savoir comment on peut former une garde nationale.

Sauf à remettre en vigueur un service national, ce qui poserait des problèmes d'emploi de cette ressource en période normale, et surtout des problèmes logistiques et budgétaires peu réalistes dans ce cadre-là.

C'est alors l'utilisation d'une réserve qui semble devoir être privilégiée, sous une appellation sans doute à redéfinir, qui semble préférable.

Si les mesures de sensibilisation et d'information sont prises en amont, avec une action déterminée des pouvoirs publics dans les domaines de l'éducation et du travail, si l'intéressement des candidats en terme de dédommagement, de bonus ou de bourses est effectif ; il n'y aura alors aucun frein au recrutement de réservistes et le pays pourra s'appuyer sur une ressource très suffisante répartie en permanence dans des régiments dédiés, dont le volume idéal pourrait être de deux par zones de défense (soit 14 au total), soutenus par les groupements de soutien des bases de défense et capables de déployer immédiatement 1000 hommes chacun, en s'appuyant en permanence sur une ressource utile de 5000 hommes, encadrée et formée par un commandement centralisé. Il va de soi que le pays devra consentir à l'effort budgétaire nécessaire pour assurer sa sécurité et sa sauvegarde, sans quoi il n'est pas concevable de créer quoi que ce soit...

RÉSUMÉ de la conférence du 28 novembre 2015 : « BALKANS : ETAT DES LIEUX »

Par le général d'armée (2S) **Roland GILLES – Ambassadeur à Sarajevo**

Les pays de l'ex-Yougoslavie sont aux portes de l'Union Européenne. Cet espace géographique qui fait partie de l'Europe est-il son « ventre mou ? » (CHURCHILL). Sentiment de profonde « Titonostalgie » qui prévaut aujourd'hui (la Yougoslavie était une terre de prospérité et d'espoir). La guerre de 1991 a tout anéanti.

Plusieurs interrogations :

1 - Où en sont les pays de l'ex-Yougoslavie dans leur évolution à géométrie variable 20 ans après la guerre ?

- Les plus avancés sont la Slovénie et la Croatie (unité d'origine ethnique).
- Les pays en marche : la Serbie (le plus peuplé qui a le plus d'atouts), le Montenegro et le Kosovo.
- Les pays en stagnation : l'Albanie, l'ARYM (Ancienne République Yougoslave de Macédoine), la Bosnie Herzégovine (pays qui a la plus grande fragilité avec 45% de chômage).

2- Ont-ils un destin européen, à l'heure où l'euroscepticisme augmente ?

Tous ces pays qui composent l'ex-Yougoslavie ont un véritable destin construit à partir d'une riche histoire partagée depuis l'empire romain. Aujourd'hui, on retiendra principalement le projet de construction d'un très important gazoduc russe qui place stratégiquement les Balkans. Sur un plan géographique et économique il est à souligner aussi de fortes interdépendances.

3- Un enjeu pour la sécurité de l'Europe au quotidien?

- Les Balkans sont devenus un vaste terrain de jeu pour de nombreux acteurs internationaux. Les USA affirment un côté passionnel depuis la guerre de Bosnie (effectif de 545 personnels américains en ambassade à Sarajevo pour 28 ressortissants français comparativement).
- La Russie est très présente également. Par le facteur religieux (russes et serbes sont orthodoxes), la Russie a un pied historique dans le jardin européen.
- Six siècles de présence turque ne s'effacent pas. Ce qu'entend confirmer Ankara par les visites régulières du président ERDOGAN à Sarajevo.
- La position de l'UE est claire : « *Vous, pays des Balkans êtes légitimes à frapper à la porte de l'UE : à vous de travailler !* ». A quel stade en sommes nous aujourd'hui ?
 - La candidature : l'accord de stabilisation reste à boucler (satisfaire aux grands principes démocratiques : justice, police, presse, ...). Mais ces accords de stabilisation et d'association passent par un travail technique énorme pour satisfaire aux grands standards européens,
 - L'aide financière IPA (Instrument de Pré-Adhésion),
 - Y a-t'il un risque sécuritaire ? ... après le lourd héritage de la guerre 1990/2000. Le climat politique n'est pas bon. Aucune décision politique n'aboutit (Exemple de la Bosnie : 4 millions d'habitants en 1992 – 2 millions de déplacés). Le nettoyage ethnique a pratiquement réussi.
 - Le poids de la religion est extrêmement lourd,
 - une crise économique sévère pouvant entraîner des troubles dans l'ordre public n'est pas à exclure car certaines vulnérabilités qu'il ne faut pas négliger sont encore à considérer :
 - la Macédoine : Revendications encore sur le nom. La communauté orthodoxe de Grèce refuse l'appellation Macédoine.
 - La Serbie et la difficile acceptation de la perte du Kosovo.
 - La Bosnie Herzégovine : comment gérer la République Srpska (république serbe de Bosnie)? ... poussière sur la carte du monde.

Néanmoins des facteurs d'apaisement existent :

- La majorité des populations qui a tellement souffert refuse la violence,
- Les moyens militaires ont été éradiqués bien qu'existent de nombreuses compagnies de sécurité (Pb des filières d'approvisionnement des réseaux mafieux et terroristes avec risque pour l'Europe et la France (Une Kalachnikov coûte 400€ à Sarajevo),
- et puis la responsabilité de protéger une communauté internationale est bien présente.

Conclusion :

Pour le conférencier il n'y a pas de risque majeur de sécurité au vu des trois facteurs d'apaisement pré-cités. Malgré la crise que traverse l'UE nous avons intérêt à accueillir ces pays ; pour un intérêt stratégique. Etre à 28 ou 32 : quelles différences ? il s'agit donc de rechercher des accords et des partenariats privilégiés.

Questions :

Quid de la ville de Pale ?

À l'origine simple localité en banlieue de Sarajevo, la ville acquiert sa notoriété en devenant *de facto* le 9 janvier 1992 la capitale de la République serbe de Bosnie au cours de la guerre d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le gouvernement de la République serbe de Bosnie et l'Assemblée serbe de Bosnie siégeront durant la guerre à Pale et revendiqueront Sarajevo comme capitale officielle.

Avec les accords de Dayton entrés en vigueur le 14 décembre 1995, le gouvernement de la République serbe de Bosnie décide de déménager et Pale perd son statut de capitale *de facto* au profit de Banja Luka, Sarajevo restant la capitale officielle.

Avant 1992, Pale était considérée comme une localité de la grande banlieue de Sarajevo. Avec les accords de Dayton, la localité de Pale-Prača (aujourd'hui Podrinje) est revenue à la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine et le reste de la municipalité est revenue à la République serbe de Bosnie sous le nom de Pale (ou *Srpsko Sarajevo* pour les Serbes). Depuis la partition territoriale et les changements dans la composition ethnique de la population, Pale ressemble de plus en plus à une ville à part entière.

Notes prises par Florent Bridault

CONFERENCE du 06 février 2016 :

Michel GUÉRARD « La sécurité aérienne, enjeux et perspectives »



Michel GUÉRARD est Vice Président « Product Safety Operations » du groupe Airbus.

Il a rejoint Airbus en 1987 après avoir travaillé en Afrique de l'Ouest pour le groupe TRANSAIR ainsi qu'en Grande-Bretagne pour la société SAAB.

Il fut initialement directeur régional des ventes avant d'intégrer en 1995 la direction de la communication qu'il dirigera à partir de 1998.

Depuis 2002, il fait partie de la direction de la « sécurité produits » dont il gère le groupe opérations.

Il est diplômé d'une école supérieure de commerce et détenteur d'une licence de pilote professionnel.

Pour en savoir plus ...

La flotte mondiale "AIRBUS" avoisine aujourd'hui les 10 000 appareils. Elle a doublé en 10 ans. Quotidiennement, ce sont 28 000 liaisons autour de la planète.

Un "AIRBUS" décolle ou atterrit toutes les 2 secondes. Les enjeux commerciaux sont en conséquence énormes et on peut aisément comprendre que la sécurité du "produit" soit une des préoccupations majeures de l'avionneur... même si la sécurité "constructeur" côtoie des standards de qualité jamais atteints... En la matière c'est dans l'excellence qu'il faut durer!

Mais ce concept de sécurité va au-delà du produit "avion". Il concerne nombre d'interfaces : l'humain, l'environnement, les infrastructures aéroportuaires, l'adaptation à des législations nationales multiples... d'autant que les flottes des pays émergents ne cessent de croître.

C'est de tout cela et plus encore dont Michel GUÉRARD viendra nous entretenir.

Nous l'en remercions très vivement.

Maria GARDEUR -VILLEFRANQUE nous a quittés



Tous les anciens se souviennent très bien d'elle. Ces quelques mots leur permettront d'avoir une pensée pour elle et la feront connaître à tous ceux qui n'ont pas eu cette chance.

Native de l'Aveyron elle fit ses humanités à Paris et commença à Lyon une carrière de fonctionnaire civil au Ministère de la Défense. Elle est ensuite admise à Toulouse à l'Etat-Major de la 11^e Division Parachutiste, alors située au Palais Niel.

Son esprit d'initiative, sa culture multiforme, son caractère énergique lui ont permis de devenir successivement la responsable du Bureau Réserves, puis de la Chancellerie à une époque où l'armée était très peu féminisée.

Les Généraux passaient mais Maria était là de plus en plus incontournable.

Elle fait en 1977 la 52^e session régionale de l'I.H.E.D.N. à Toulouse avec Henri Alby, Guy Franco, François Laplane, Jean-Pierre Marichy, Alexandre Orégia, Christian Teissié, Michel Salmon et Paul Souillard.

Ceux qui ont fait le voyage à Berlin en 1978 se souviennent particulièrement d'avoir apprécié son humour et découvert sa joie de vivre.

Après le temps d'une retraite bien remplie entre Paris, Collioure et beaucoup d'autres lieux vint le temps de la solitude, après le décès de Roland, le temps des longues journées passées à la maison et des visites de ses amis les plus fidèles.

Paul SOUILLARD



VAINCRA LA MUCOVISCIDOSE

32e Edition des Virades de l'Espoir le 25 Septembre 2016

Il s'agit de la grande journée nationale de lutte contre la mucoviscidose que propose notre camarade auditeur

Patrick TEJEDOR

La Virade de l'espoir est un événement annuel festif, convivial et solidaire organisé par des bénévoles chaque dernier week-end de septembre. Il s'agit de venir donner son souffle (course à pied, marche, vélo, etc ...) en se faisant parrainer et en remettant ses dons à *Vaincre* la Mucoviscidose.

INSCRIPTION AU REPAS

NOM Prénom

Participera au repas du **06 février 2016**, au restaurant « **Si Bémol** » Place Dupuy à Toulouse.

Sera accompagné de personne(s).

Désormais chaque participant réglera le montant de 29€ par personne directement à la direction du restaurant

Les réservations seront prises au bureau de l'IHEDN au 6, rue du Lt-colonel Pélissier case n°4 - 31000 Toulouse

Ou par téléphone à **Michel SALMON** (Tél. 05.61.59.76.74)

Attention : nous ne prendrons plus de réservation le matin de nos réunions.